



CHAMBÉ EN LUTTE

Numéro 9
www.chambeenlutte.lautre.net

7 Janvier 2011

Bulletin d'information du Collectif Chambérien Unitaire Interpro et Citoyen

ÇA S'EST PASSÉ...

Samedi 18/12

1/2 Journée de réflexion sur l'avenir du CCUIC. Rédaction d'un manifeste et ateliers de réflexion.

ET ÇA VA SE PASSER...

Samedi 8/01

Réunion de réflexion et soirée festive du collectif "la lutte continue" à Albertville (V. au verso).

Jedi 13/01

Rassemblement à Grenoble à 17h30 rue Félix Poulat pour les libertés et les droits démocratiques en Tunisie.

Samedi 22/01

3ème rencontre nationale des AG interpro à Chambéry.

Jedi 27/01 Appels à la grève et manif devant le palais de justice de Chambéry à l'occasion de la comparution des membres du CCUIC inculpés (V au verso).

Samedi 29/01

Couscous de "France Palestine Solidarité Savoie" en soutien à l'initiative "Un bateau français pour Gaza" (Chambéry le Haut).

Les semaines prochaines

AG lundi 12h30 et mercredi 18h30, Maison des Associations.

Quelques sites d'informations alternatives de la région :

www.lavoixdesallobroges.org/
tvnetcitoyenne.com/
<http://rebellyon.info/>
<http://grenoble.indymedia.org/>
www.librinfo74.fr

Contact :

Abonnez-vous à la liste de diffusion en envoyant un mail à nycollin_co@yahoo.fr

Retrouvez-nous sur le blog et le forum de Chambé en lutte :

www.chambeenlutte.lautre.net
www.chambeenlutte.lautre.net/forum

Et sur le site de la coordination nationale : www.onnelacherien.org

EST-CE AINSI QUE LES PEUPLES VIVENT ?

TRAVAIL, FAMINE, PÂTES, RIZ...

On commence à connaître le scénario qui pourrait s'appeler : "Vie et mise à genoux des peuples". Après la Grèce, viennent l'Irlande et le Portugal. Un chroniqueur exaspéré remarquait que cela formait le mot "pig" (cochon, en anglais).

Les puissances financières, par qui le scandale est arrivé, c'est-à-dire la crise spéculative qui jette à la rue des milliers de personnes (sans travail, sans logement et avec peu d'aides sociales), se payent sur la bête. Les pays et leurs populations sont la chair fraîche du système capitaliste.

Qu'on en juge : le rapport de la banque centrale irlandaise l'a reconnu : "le gouvernement irlandais s'est rendu coupable de laxisme en matière de fiscalité et de régulation immobilière". Ce qui signifie: comme tout "bon" gouvernement de l'Europe ultra-libérale, ce gouvernement, récemment cité en modèle, a "gavé les gavés" selon la formule des sociologues Monique et Michel Pinçon-Charlot. Pour attirer les capitaux, il a endossé l'uniforme de la compétitivité qui permet d'obtenir une bonne note auprès des Marchés, ces nouvelles idoles ; il a fixé un impôt dérisoire sur les sociétés ; il a laissé la bride sur le cou aux banques dans le secteur immobilier, jusqu'à l'explosion de la bulle spéculative et l'effondrement de toute l'économie.

Avec quelles conséquences pour le peuple ? La baisse du salaire minimum, la haus-

se des impôts et des frais d'inscription à l'université, la réduction des allocations chômage et familiales... Tout le monde est touché: chômeurs, salariés, commerçants, industriels ! Ce qui fait dire à notre chroniqueur : "Les capitalistes ne sont pas des cochons mais des porcs".

Il en va de même pour le Portugal, avec son industrie détruite (depuis son intégration à l'Europe, aux dires du secrétaire général de la CGTP, principal syndicat du pays), son agriculture ruinée, ses services publics démantelés, sa justice sociale bafouée. 2011 sera "terrible", sans que cela n'émeuve le secteur financier dont les profits ont augmenté de 37% en un an, ni les PDG des entreprises cotées en bourse dont les revenus ont triplé ("Chaque directeur de la Banque Commerciale du Portugal gagne dans les 3 millions par an quand le salaire minimum est de 475 euros par mois").

Est-ce ainsi que les peuples vivent et doivent continuer à vivre ? Est-ce une fatalité ? NON ! Si nous nous en donnons les moyens, nous pouvons construire une autre version de l'Histoire. Le titre pourrait en être : "Activité et temps libéré socialement utiles, solidarités entre les générations et entre les peuples, économie soucieuse de justice sociale (partage des richesses créées) et respectueuse des ressources planétaires". C'est POSSIBLE!



soutenu par

UL CGT - CNT - SNESup FSU - SUD Solidaires - UNEF - AGI! - Attac - LDH - Alternatifs - FA - FASE - NPA - PG

APRES LA CASSE DE NOS RETRAITES, LA POLITIQUE DE LA MATRAQUE !

Le jeudi 27 janvier 2011, 5 militants syndicaux et 1 journaliste sont convoqués devant le tribunal correctionnel de Chambéry. Leur crime ? Occupation des voies en gare de Chambéry le 2 novembre 2010 (plainte de la SNCF). Pour ces faits, le procureur les a envoyés sur le banc des accusés, en vertu d'une loi de 1845 qui punit d'une peine pouvant aller jusqu'à 6 mois d'emprisonnement ceux qui auraient "troublé ou entravé la mise en marche ou la circulation des trains". Au lendemain du mouvement social de l'automne, le pouvoir règle ainsi ses comptes, en envoyant militants syndicaux et journalistes devant les tribunaux.

NON À LA CRIMINALISATION DU MOUVEMENT SOCIAL ET SYNDICAL !

Après les lois sur le service minimum qui affaiblissent considérablement les mouvements de grève, après les provocations policières particulièrement manifestes cet automne, le gouvernement fait donc un pas de plus dans sa volonté de criminaliser l'action syndicale et la lutte sociale. Les différentes modalités d'actions, dans le cadre d'un mouvement de grève, sont légitimes et courantes, surtout devant un gouvernement sourd. Il est scandaleux que des responsables syndicaux puissent, sur ce simple prétexte, être envoyés devant les tribunaux. C'est réprimer des individus pour criminaliser tout un mouvement. Il est tout

aussi inadmissible que le pouvoir fasse poursuivre des journalistes pour le seul fait d'avoir été présents sur les lieux d'une action menée dans le cadre d'un des plus grands mouvements sociaux que notre pays ait connu depuis 1995, ce qui constitue une tentative manifeste d'intimidation des médias.

Parce que les libertés du mouvement syndical et de la presse sont essentielles dans une démocratie, le Collectif Unitaire Interpro et Citoyen (CUIC) de Chambéry appelle toute la population à manifester son soutien aux accusés et à demander l'arrêt des poursuites, en participant au rassemblement qui aura lieu le :

JEUDI 27 JANVIER À 8H00 DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE DE CHAMBÉRY



REJOIGNEZ-NOUS !

QUI SOMMES NOUS ?

NOTRE COLLECTIF UNITAIRE INTERPROFESSIONNEL ET CITOYEN EST COMPOSÉ D'INDIVIDUS MILITANTS D'ORGANISATIONS OU NON. PLEINEMENT ENGAGÉ DANS LE MOUVEMENT SOCIAL, IL S'EST AFFIRMÉ COMME UN OUTIL DE LUTTE CONTRE LA CASSE DES RETRAITES, RASSEMBLANT DE NOMBREUX PARTICIPANTS COMBATIFS. DANS UNE SITUATION DE SOUTIEN ACTIF DE L'OPINION PUBLIQUE, IL A VOULU PORTER L'AFFRONTEMENT PLUS LOIN QUE DANS LES MANIFESTATIONS, EN S'ATTACHANT À BLOQUER L'ÉCONOMIE, SEUL MOYEN DE FAIRE CÉDER LE PATRONAT ET LE GOUVERNEMENT.

CE QUE NOUS VOULONS,

- C'est un outil de lutte qui ait vocation à s'élargir à d'autres problématiques que celle des retraites,
- C'est un outil de résistance permanent, ouvert à toutes les formes de luttes anticapitalistes,
- C'est un outil d'expérimentation et de pratiques démocratiques basées sur l'auto-organisation,
- C'est un outil de lien social et culturel dans la rue et lors de moments festifs,
- C'est un outil de soutien aux militants du mouvement social victimes de la répression exercée par l'appareil policier et judiciaire au service du gouvernement.

ALORS OUI, ON CONTINUE POUR FAIRE ENTENDRE UNE PAROLE POLITIQUE ÉMANCIPATRICE HORS DES LIEUX INSTITUTIONNELS EN S'APPUYANT SUR UNE BASE POPULAIRE.

ALORS OUI, ON CONTINUE LES ACTIONS, LES RENCONTRES, LES DÉBATS, LE SOUTIEN AUX LUTTES POUR L'ABROGATION DE LA LOI SUR LES RETRAITES ET DE CELLES À VENIR, POUR CHASSER CE POUVOIR AU SERVICE DU PATRONAT ET DU CAPITALISME, POUR UN SYSTÈME SOCIAL HUMAIN.

C'EST DE SYSTÈME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE QU'IL FAUT CHANGER SUR DES BASES DE SOLIDARITÉ ET DE PARTAGE DES RICHESSES.

**ALORS, REJOIGNEZ-NOUS !
PRENONS ENSEMBLE NOS VIES EN MAINS !**

à Albertville - Ugine,

ON DESCEND DE LA MONTAGNE POUR VIRER...

VOUS CROYEZ PEUT-ÊTRE QU'EN SAVOIE, SEULS LES CHAMBÉRIENS DU CUIC SONT MOBILISÉS. C'EST MAL CONNAÎTRE LES COPAINS D'ALBERTVILLE - UGINE QUI SE RÉUNISSENT CE SAMEDI ET À QUI NOUS LAISSONS LA PAROLE :

Né début octobre 2010, le collectif de lutte d'Albertville s'est inscrit dans une lutte de résistance civile à ce que nous avons qualifié "d'oppression exercée par le gouvernement actuel inféodé au pouvoir de la finance, au MEDEF et à ses idéologues". Nous avons assumé nos choix de lutte soit en autonomie, soit en soutien à des actions syndicales ou intersyndicales lorsque celles-ci relevaient de nos principes. Nombre de ceux qui nous ont rejoints se sont reconnus dans les blocages répétés de la deux fois deux voies qui traverse Albertville, en débordement des manifs "plan-plan" organisées par une émanation ectoplasmique locale de l'intersyndicale nationale.

Notre dernière assemblée générale s'est tenue le 11 novembre, suite à une action qui invitait la population albervilloise à ne pas oublier au même titre que les morts par faits de guerre, les morts au travail auquel notamment nos camarades du BTP paient un lourd tribut.

Force a été de constater que le nombre faiblissant de participants à nos actions pouvait menacer la sécurité de nos membres face à une répression policière et politico-judiciaire de plus en plus agressive. Le collectif s'est donc placé automatiquement en mode de veille active, et a laissé passer la période des fêtes encore moins propice au rassemblement des militants.



Notre existence locale est restée d'actualité à travers l'information diffusée par le moyen de notre liste internet luttecontinuealbe@laposte.net ou de notre blog albertville-en-lutte.over-blog.com. En ce début janvier 2011, conscients du fait que beaucoup d'entre nous sont déjà engagés dans leur syndicats, partis politiques ou autres, nous nous doutons que cela ne sera pas facile de rassembler à nouveau tout le monde. Cependant nous pensons que dépasser les clivages que nous qualifierions d'organisationnels est très important pour nous retrouver en nombre face à ce gouvernement. Nous devrions tomber tous d'accord pour dire qu'il ne faut pas se tromper d'ennemis et malgré quelques désaccords idéologiques être capables de reprendre le chemin de l'action contre l'oppression ultra-libérale et ses relents pétainistes.

